

La pratique de l'approche participative dans le domaine forestier : Cas de la commune rurale Oued Ifrane

ABDELQADER CHARBA

Enseignant- chercheur FSJES- MEKNES

Résumé: l'économie solidaire est souvent associée à l'économie sociale. Celle-ci comprend les organisations qui combinent des modes de gestion privés mais collectifs avec des finalités non centrées sur le profit. L'approche participative, en permettant aux populations de contrôler ou d'influencer les décisions qui les concernent, tend à devenir un des moteurs essentiels du développement social. C'est « *un processus permettant aux individus dans une société, d'élargir leur possibilité de choix et leurs opportunités d'action au sein de cette société* » (PNUD, 1992). La gestion des ressources naturelles constitue un domaine de prédilection des approches participatives. En matière de politique forestière, le recours à ces approches est une réponse aux problèmes posés par la gestion centralisée, considérée comme incapable de garantir la durabilité des écosystèmes forestiers. La démarche participative renvoie aux applications de ces approches aux programmes et projets de développement rural ou urbain.

Le présent article se propose d'apprécier la pratique de l'approche participative dans le domaine forestier. Cette approche est entendue ici comme l'implication dans les processus décisionnels de tous les acteurs.

Mots clés : Approche participative, développement social, gestion forestière, les écosystèmes, ressources naturelles, processus décisionnel.

Le terme d'économie solidaire est utilisé pour désigner des pratiques très différentes comme le commerce équitable, la finance éthique, le microcrédit, le tourisme solidaire, l'agriculture durable, les réseaux d'échange de savoirs, les services de proximité, les régies de quartier, les différentes formes entrepreneuriales collectives. Cette grande diversité rend difficile le travail de définition et de délimitation du concept qui la recouvre. Par ailleurs, l'économie solidaire est souvent associée à l'économie sociale, qui renvoie à des réalités plus précises et mieux délimitées, mais dont l'identité se dilue également dès qu'elle est intégrée à l'économie solidaire.

L'économie sociale désigne en général les activités économiques réalisées par des personnes privées mais poursuivant un intérêt collectif. C'est dans ce sens qu'on parle souvent du “ tiers-secteur ”, car il se distingue du secteur public, mais également du secteur privé, qui recherche avant tout la maximisation du profit, c'est-à-dire une rentabilité aussi élevée que possible des fonds investis. L'économie sociale comprend donc les entreprises et organisations qui combinent des modes de création (production, commerce, finance) et de gestion privés mais collectifs (de type associatif), avec des finalités non centrées sur le profit. Ces modes particuliers de création et de gestion se sont traduits dans des formes juridiques spécifiques : les coopératives, les mutuelles et les associations. L'économie sociale est ainsi définie surtout par le statut juridique de ses acteurs.

L'émergence de l'économie sociale s'inscrit dans une longue histoire sociale et intellectuelle, marquée par les apports et les réflexions, d'un grand nombre de personnes et par la mise en place de différents types d'initiatives.

L'économie sociale n'appartient donc pas à un courant de pensée particulier. Elle est plutôt le résultat d'idéologies diverses qui se sont retrouvées au XIX^{ème} siècle devant une même réalité : celle de la fracture sociale entre une partie de la population, bénéficiaire du développement accéléré des activités lucratives, et une autre partie, enfoncée dans une pauvreté grandissante. Cette réalité sociale fut le terreau d'une grande diversité d'expériences initiées en général par les travailleurs, qui revendiquaient à la fois la capacité d'un agir économique propre et la légitimation des structures indépendamment de la détention d'un capital. Ces expériences ont fini par se concrétiser dans des formes institutionnelles particulières avec des statuts juridiques spécifiques.

En établissant des relations partenariales entre les différentes parties prenantes concernées par un problème, la démarche participative tente d'articuler les approches descendantes et les approches ascendantes. Dès lors, les populations cibles deviennent de véritables acteurs de développement (Lazarev G.,1993). L'essor de cette démarche est lié aux multiples atouts qui peuvent en être escomptés : légitimation et efficacité des actions engagées, durabilité des effets, meilleur ciblage des catégories défavorisées, identification des solutions adaptées, etc. Même si elle peut se dérouler selon des modalités différentes, l'approche participative constitue « (...) *un ensemble méthodologique qui respecte une logique d'approche des problèmes et qui se définit à travers la réalisation d'une série d'étapes* » (FAO, 1995).

Le présent article se propose d'apprécier la pratique de l'approche participative dans le domaine forestier. Cette approche est entendue ici comme l'implication dans les processus décisionnels des acteurs. Plus précisément, la notion « d'approches participatives » désigne « (...) *tout arrangement par lequel des acteurs de types différents sont réunis dans le but de contribuer de manière plus ou moins directe et plus ou moins formelle au processus de décision* » (S. van den Hove, 2002). Le processus décisionnel recouvre l'ensemble du cycle de vie des actions, projets et politiques : identification du problème, élaboration des solutions possibles, décision, évaluation et révision de la décision.

Pour procéder à cette appréciation, la CR Oued Ifrane a été choisie comme aire de l'étude (A. Bagar et autres .rapport d'étude ONDH 2013). Ainsi, une structuration de l'article en trois axes a été adoptée: Fondements et principes de l'économie sociale (I), démarche de l'approche participative. (II), la pratique de l'approche participative sur le terrain (III).

I/ Fondements et principes de l'économie sociale

1.1-historique de l'économie sociale : L'émergence de l'économie sociale s'inscrit dans une longue histoire sociale et intellectuelle, marquée par les apports et les réflexions, d'un grand nombre de personnes et par la mise en place de différents types d'initiatives. Parmi les personnalités qui ont marqué l'émergence de cette approche sociale de l'économie, on peut citer les noms suivants :

▪ **Claude Henri de Saint-Simon** (1760-1825) qui à travers son œuvre a exalté le travail et promu l'idée d'une entreprise au service de la collectivité. Sa pensée a trouvé écho parmi un certain nombre de disciples, les saint-simoniens, qui, dans un XIX^{ème} siècle en plein essor industriel, incarnent la volonté de confier la gestion de la production et du capital selon la compétence. Ils s'opposent ainsi à la propriété privée des moyens de production qui engendre l'exploitation, permettant à certains de vivre du travail d'autrui, et qui du fait de l'héritage privilège le hasard des naissances et empêche la concentration des moyens de production entre les mains des plus compétents. Ils sont ainsi à l'origine de ce que nous appelons aujourd'hui une coopérative ouvrière de production.

▪ **Charles Fourier** (1772-1837) est plutôt à l'origine de ce qui deviendra la coopérative de logement et de consommation. Il prône, dans une vision utopiste de l'économie, le regroupement de la production autour de " phalanstères ", fondés sur la communauté de vie et le « travail-plaisir », regroupant quelques 1600 personnes à la fois productrices et

consommatrices, où les aptitudes, les talents et la productivité déterminent la hiérarchie et la rémunération. Chez Fourier, l'économie est seconde : il faut surtout imaginer des structures et des règles qui permettent de vivre les passions, de faire du travail un plaisir et d'en tirer des fruits productifs.

► **Pierre Joseph Proudhon** (1809-1865) est le théoricien de ce qui deviendra le crédit mutuel, avec son idée de créer une “ banque du peuple ”, basée sur des prêts sans intérêts et la non-rémunération des souscripteurs. Père de l'anarchisme, qui est une garantie à ses yeux contre le pouvoir économique, Proudhon milite pour un socialisme utopiste. Il s'attaque tout autant à la propriété, qu'aux associations ou aux coopératives. Karl Marx (1818-1883) va contester l'idée d'association et de mutualisme : l'exploitation du travail ne résulte pas d'un partage inégalitaire, mais des mécanismes économiques issus de la propriété même du capital. Pour supprimer l'injustice sociale et dynamiser l'activité économique, il faut passer par la révolution sociale et instaurer la collectivisation des moyens de production. Avec Marx, on voit apparaître l'opposition entre les réformateurs sociaux et les révolutionnaires.

► **Charles Gide** (1847-1932) va articuler, autour de l'idée coopérative, l'aspect technique et la dimension politique. Il crée en 1885 la première Fédération nationale des coopératives de consommation. Pour Ch. Gide le mouvement coopératif a toute sa place aux côtés des mouvements sociaux : “ L'idée coopérative n'est pas une théorie de cabinet, elle est sortie de la pratique, de la vie et des besoins de la classe ouvrière

L'économie sociale a été forgée non seulement à travers ces courants socialistes du XIX^{ème} siècle, mais également par le christianisme social ainsi que par une partie du libéralisme de l'époque.

1.2 -Les composantes de l'économie sociale : Trois formes juridiques particulières caractérisent l'économie sociale :

► **Les coopératives** sont fondées sur la propriété et la gestion collectives de l'activité. Elles existent dans des secteurs d'activité très différents : la production, l'épargne et le crédit, la consommation, la distribution, l'habitation, l'assurance, etc. On peut rattacher à cette forme d'entreprise des initiatives, surtout dans les pays du Sud, qui n'ont pas un statut explicitement coopératif mais qui se réfèrent aux mêmes principes et pratiques (syndicats et unions de producteurs, groupements de paysans, d'artisans, de pêcheurs, caisses d'épargne...).

► **Les mutuelles** sont des sociétés de secours mutuel contre les aléas de la vie, qu'il s'agisse de la santé ou de la protection des personnes, via des produits d'assurance, de retraite ou de

prévoyance. Elles sont nombreuses dans les pays où les systèmes nationaux de sécurité sociale sont défaillants ou embryonnaires, pouvant mutualiser des risques associés également à la production (mauvaise pêche, mauvaise récolte).

• **Les associations** rassemblent toute autre forme de libre association de personnes visant une activité économique sans une finalité première de profit. Les formes juridiques qui accompagnent les organisations associatives peuvent être très différentes d'un pays à l'autre.

A ces trois types d'organisation, on ajoute parfois également **les fondations**. Mais les avis là-dessus ne sont pas unanimes, certains demandant à différencier les fondations mises en place par les trois formes classiques de l'économie sociale de celles créées par les grands groupes capitalistes dont on ne perçoit pas le fondement de type associatif. Les trois composantes juridiques de l'économie sociale (coopératif, mutuel et associatif) sont ensuite plus ou moins différenciées et intégrées selon la présence et le lien, dans chaque pays, entre l'économie de marché et le secteur public. En général, les coopératives sont plus facilement perçues comme des entreprises sur le marché, tandis que les associations sont plutôt rattachées à la sphère sociale, ce qui peut interroger la cohérence des différentes composantes de l'économie sociale. Pour cette raison, il est aussi important de définir l'économie sociale à travers ses principes régulateurs.

1.3-Les principes de l'économie sociale : Il existe une charte de l'économie sociale, rédigée en 1980, qui établit les principes communs à toute activité se réclamant du secteur. Ces principes peuvent être rassemblés sous quatre caractéristiques majeures :

- **finalité du service rendu plutôt que recherche de profit :** l'activité d'économie sociale peut générer des profits, or sa finalité première ne consiste pas à faire des bénéfices mais à rendre un service à la communauté. La rentabilité, à la différence des entreprises classiques, n'est pas ici la fin mais le moyen.
- **autonomie de gestion :** l'organisation dispose, pour sa gestion, d'une grande autonomie par rapport à l'Etat notamment, ce qui la différencie des services publics.
- **gestion et contrôle démocratique par ses membres :** la participation et le poids de chaque membre dans la prise de décisions ne dépend pas de l'importance du capital détenu. La règle est celle d'une personne – une voix.
- **primauté de la personne et de l'objet social sur le capital** dans la répartition des excédents : les bénéfices seront prioritairement investis dans l'activité et répartis de manière limitée entre les membres.

Les formes juridiques propres à l'économie sociale, ainsi que ses principes régulateurs, se retrouvent souvent dans les pratiques de l'économie solidaire. Cependant celle-ci met en avant d'autres dimensions tel que la forme institutionnelle et les critères de fonctionnement.

II. Démarche de l'approche participative.

L'approche participative constitue un ensemble méthodologique qui respecte une démarche et qui implique tous les acteurs.

2.1- fondement de l'approche participative : L'approche participative, en permettant aux populations de contrôler ou d'influencer les décisions qui les concernent, tend à devenir un des moteurs essentiels du développement humain, entendu comme « *un processus permettant aux individus dans une société, d'élargir leur possibilité de choix et leurs opportunités d'action au sein de cette société* » (PNUD, 1992). La gestion des ressources naturelles constitue un domaine de prédilection des approches participatives. En matière de politique forestière, le recours à ces approches est une réponse aux problèmes posés par la gestion centralisée, considérée comme incapable de garantir la durabilité des écosystèmes forestiers. Désormais, « le développement participatif » renvoie aux applications de ces approches aux programmes et projets de développement (rural ou urbain).

En établissant des relations partenariales entre les différentes parties prenantes concernées par un problème, la démarche participative tente d'articuler les approches « descendantes » (top-down) et les approches « ascendantes » (bottom-up). Dès lors, les populations « cibles » deviennent de véritables « acteurs » de développement (Lazarev G.,1993).

L'essor de cette démarche est lié aux multiples atouts qui peuvent en être escomptés : légitimation et efficacité des actions engagées, durabilité des effets, meilleur ciblage des catégories défavorisées, identification des solutions adaptées, etc.

Même si elle peut se dérouler selon des modalités différentes, l'approche participative constitue « (...) *un ensemble méthodologique qui respecte une logique d'approche des problèmes et qui se définit à travers la réalisation d'une série d'étapes* » (FAO, 1995). C'est fondamentalement un processus itératif.

2.2- Les Composantes de l'approche participative : On distingue quatre phases de l'approche participative

Phase préparatoire : Information et sensibilisation de la population concernée -Choix de la zone d'intervention -Collecte de données de base -Programmation des activités sur terrain.

Phase de diagnostic participatif : Validation des données de base issues de la première phase-Etablissement d'un profil environnemental et socioéconomique de la zone d'intervention-Identification des problèmes, besoins et contraintes -Identification des potentialités -Analyse des problèmes et recherche de solutions -Hiérarchisation des problèmes

Planification :-Identification participative des actions prioritaires -Analyse de faisabilité sociale, technique, économique, financière et institutionnelle des actions -Elaboration d'un plan de développement communautaire -Etablissement du programme d'actions annuel et d'un contrat relatif à ce programme.

Mise en œuvre, suivi et évaluation :-Programme détaillé de l'exécution -Exécution et supervision des travaux -Mise en place d'un dispositif de suivi -Evaluation des programmes.

A l'issue de ce cheminement, on assiste à un retour à la première phase de sorte que le processus continue de façon cyclique. L'objectif ultime étant de créer les conditions d'un auto-développement et de permettre aux populations de prendre activement en charge leur propre avenir. La participation varie en intensité, des formes ayant une faible portée participative aux formes caractérisées par un véritable transfert de pouvoir aux individus et populations. L'échelle de participation de Sherry Arnstein (Sherry R. Arnstein, 1969) permet de mettre en évidence l'existence de paliers significatifs de participation. Elle montre que la participation à proprement parler ne commence qu'avec le troisième niveau (pouvoir effectif).

+Pouvoir effectif des citoyens – Ce niveau comporte trois échelons.

Partenariat : Ici les acteurs sont invités, non seulement à débattre, mais à négocier. Ces partenariats se déclinent à travers la formation de comités associant les différents stakeholders, qui deviennent responsables des décisions et de la planification des actions.

Délégation de pouvoir : Les acteurs ont un réel pouvoir ; ils peuvent imposer des décisions et disposent d'un droit de veto. **Contrôle citoyen** : Les tâches de conception, de planification et de direction du programme relèvent directement des partenaires.

+Coopération symbolique – Ce niveau comporte trois échelons. **Information** : elle privilégie un flux à sens unique, sans mise en place de retour (feed back). **Consultation** : Elle est censée légitimer la participation, sans aucune assurance que les attentes et suggestions des acteurs

consultés seront prises en compte au moment de la décision. Il s'agit alors plus d'un simple rituel que d'une véritable instance de négociation. **Réassurance** : Elle consiste à autoriser ou même inviter des acteurs à faire des propositions mais sans leur déléguer un quelconque pouvoir décisionnaire.

+Non participation – ce niveau comporte deux échelons : **Manipulation et Thérapie** : Le seul objectif ici est d'éduquer les participants, de traiter (thérapie) leurs pathologies à l'origine des difficultés du territoire concerné. Le plan qui leur est proposé est jugé comme le meilleur. La « participation » se résume à obtenir le soutien du public, au travers des politiques de communication et de publicité.

L'approche développée par l'INDH est une réelle rupture dans cette évolution : plutôt que de solliciter l'adhésion des populations aux projets proposés, un dispositif de participation, permettant aux acteurs participants de prendre eux mêmes des initiatives locales de développement, a été mis en place. L'objectif étant d'enclencher une dynamique pérenne de développement. En somme, il existe donc un référentiel marocain en matière de participation, qui mérite d'être évalué.

III. Pratique de l'approche participative dans le domaine forestier : cas de la Commune Oued Ifrane

L'approche participative prend place dans un contexte socioéconomique et institutionnel régi par de représentations et des rapports de pouvoir. Afin d'esquisser le profil de ce contexte, nous examinerons le contexte socio-économique et le profil environnemental.

3.1- Contexte socioéconomique de la CR Oued Ifrane

La principale caractéristique de la structure d'âge de la population de la C.R Oued Ifrane est la proportion des personnes en âge d'activité, qui s'élève à 58,9%. Outre le taux élevé d'analphabétisme dans la commune Oued Ifrane (68,3% au total et 78,1% pour les femmes), l'aire de l'étude se caractérise par des bas niveaux de scolarisation, notamment dans les zones péri forestières.

Dans l'aire de l'étude, l'accès à certains services de base est estimé par les données suivantes : taux d'accès à l'eau potable 68%, taux de couverture en électricité 80%. L'indice de développement social de la commune (0,313) témoigne d'ailleurs du faible niveau

d'équipement de celle-ci. La forêt couvre une superficie de 12.094 ha, soit 10,43% de la forêt provinciale. Bien qu'elle connaisse une dégradation et des dynamiques régressives, la forêt remplit des fonctions socio-économiques et environnementales incontestables. Elle génère aussi des recettes forestières non négligeables.

Les recettes forestières dont dispose la commune, qui contribuent à raison de 95% au budget communal, affichent une tendance baissière à cause notamment de la dégradation du patrimoine forestier. A cela s'ajoute une gestion financière basée sur un partage du budget selon les circonscriptions électorales, ce qui impacte négativement les interventions de la commune en matière de développement.

Les principales contraintes de cette commune se résument ainsi :

-L'étendue de la commune : Celle-ci s'étend sur une grande superficie (583,71 km²). Il en découle un renchérissement des coûts d'équipement (eau potable, électricité, aménagement hydraulique, etc.), et ce d'autant plus que l'habitat dans certaines localités de la commune est assez dispersé.

-Hétérogénéité du milieu physique : Globalement, ce milieu est composé de trois composantes occupant des franges altitudinales variées : plateau central ou Azaghar (s'étendant de 600m à 1300m), le Jbel (au-delà de 1500m) et le Dir, au milieu. Dans la zone forestière, Bekrit notamment, l'altitude peut aller jusqu'à 2300m. Cette hétérogénéité requiert une diversité des actions et projets à mener dans le territoire communal.

-Le problème de l'accessibilité : Le maillage routier insuffisant et l'enclavement des populations en période de neige entravent l'accès des populations aux chefs lieux des communes ou/centres ruraux à des fins d'alimentation en denrées alimentaires et aliments de bétails. Ils portent aussi préjudice aux actions de soutien et de proximité.

-La faiblesse des filières économiques aval. Comme le reste de la province, l'aire de l'étude souffre d'une faible valorisation des produits agricoles et forestiers. L'essentiel de la valeur ajoutée de ces filières se crée ailleurs ; d'où une faible dynamique d'amélioration des systèmes de production agro-sylvo-pastoraux.

-Déficit en infrastructure socio économique de base : Au niveau de l'aire de l'étude, on note l'existence d'un centre de santé communal et de deux dispensaires ruraux, dont l'équipement laisse beaucoup à désirer. En matière éducative, la distance parcourue par les élèves pour se

rendre aux établissements scolaires, pouvant aller dans certaines localités jusqu'à 5 km pour l'école primaire et nettement plus pour le collège et le lycée, est un facteur de déperdition scolaire en général et des filles en particulier.

Face aux différentes contraintes/faiblesses, l'aire de l'étude dispose d'opportunités pouvant ouvrir de larges perspectives de développement. Ces atouts/opportunités se situent surtout dans le domaine agricole et le tourisme de montagne. De manière générale, la pauvreté tend à mettre en péril les écosystèmes forestiers. A la limite de la survie, les pauvres se livrent à l'exploitation destructrice de ces écosystèmes pour y puiser des moyens d'existence (produits ligneux et non ligneux, défrichement en quête de nouvelles terres, etc.).

Cet impact tend à s'accroître durant certaines périodes (sécheresse, neige,) où les populations péri forestières se rabattent sur la forêt en quête d'unités fourragères gratuites et de produits forestiers commercialisables. On rappellera que les taux de pauvreté et de vulnérabilité, dans l'aire de l'étude, sont respectivement de 20,07% et de 24,85%. C'est dire le déficit social inquiétant dont souffre l'aire de l'étude, et en particulier les zones péri forestières. Très souvent, les populations contestent encore la domanialité publique de la forêt. Cette perception nuit à la relation avec les forestiers et entrave les actions et projets réalisés. Si elle est menée de façon appropriée, l'approche participative permettrait de légitimer la domanialité publique et d'instaurer une gouvernance durable des écosystèmes forestiers

Le mouvement associatif et coopératif est relativement jeune et connaît un développement remarquable. Il est composé des associations sylvo-pastorales représentatives des populations péri forestières, des coopératives et des associations de développement local.

D'après une enquête de recensement des associations au niveau de la province d'Ifrane, les ONG qui opèrent dans le domaine du développement local seraient de 151, dont 14 au niveau de la C.R.Oued Ifrane. La présence féminine dans les structures associatives est faible : seules 8 associations sont présidées et gérées par des femmes et 5 associations ont des trésorières. Les associations interviennent en général dans plusieurs champs d'activités (action sociale, environnement, culture, sport, etc.). Le partenariat inter-associatif est peu développé puisque 14% seulement des associations recensées sont affiliées à un ou plusieurs réseaux.

L'administration forestière, dont les missions et attributions sont régies par le décret n°2-04-503 du 1er février 2005, est incontestablement le principal acteur en matière de gestion forestière. Elle est reconnue pour être pionnière en matière d'expérimentation de montages

Institutionnels participatifs, que ce soit en matière d'aménagement des bassins versants ou de gestion forestière. Ce choix a été réitéré par le Programme décennal (2005-2014). Celui-ci constitue le cadre stratégique du développement durable des écosystèmes forestier et se présente comme une synthèse de plusieurs études sectorielles.

3.2- Déroulement de l'approche participative sur le terrain

Au Maroc, la gestion des ressources naturelles a Constitué un champ de prédilection de l'approche participative (Banque Mondiale , 2006). Ce choix est réitéré par le programme décennal 2005-20014, qui insiste sur la nécessité d'établir des partenariats avec les populations usagères.

Afin d'évaluer l'approche participative, nous tenterons d'appréhender, d'abord, la façon dont elle a été pratiquée en matière de gestion des écosystèmes fragiles puis dans les projets forestiers, et enfin son déroulement actuel dans l'aire de l'étude.

3.2.1-L'approche participative en matière de gestion des écosystèmes fragiles :

Au Maroc, plusieurs stratégies et plans de gestion de ressources naturelles ont vu le jour au cours des années quatre-vingt-dix. Il s'agit notamment du Plan national d'aménagement des bassins versants, du programme d'alimentation groupé en eau potable (PAGER), du plan directeur de reboisement, du plan directeur de gestion conservatoire des terres Bour, du programme national forestier, etc .La mise en œuvre de ces plans se heurte cependant à une carence en matière d'intégration et de synergie au niveau territorial, ainsi qu'à une faible participation des populations à la définition des programmes. Le Programme d'action national pour la lutte contre la désertification (PANLCD) apporte des innovations majeures, tant par son caractère holistique et intégré que par la place qu'il accorde à l'approche participative.

En consacrant le lien entre la désertification et la pauvreté, le PAN-LCD adopte une démarche intégrée, dans le cadre d'un processus itératif et participatif. Cette démarche prône l'action territoriale, fondée sur la coordination multisectorielle (Services extérieurs, collectivités locales, ONG, etc.) et l'implication des populations dans le processus décisionnel. Le PDD, outil fondamental de mise en oeuvre de l'approche participative,

est « (...) une approche du développement basée sur la responsabilisation des acteurs locaux et axée sur une exploitation rationnelle et durable des ressources naturelles ». (Cité par Aziki S., 2005) .C'est un document-cadre élaboré selon un processus participatif et itératif, qui se déroule selon le cheminement précis.

3.2.2-L'approche participative dans les projets forestiers au Maroc

Le secteur forestier au Maroc a connu la concrétisation de plusieurs projets.

+ Le projet GEFRIF

Ce projet pilote a été réalisé conjointement par le Maroc et la Commission Européenne (1995-1998) dans le RIF. Il vise à enrayer le processus de déforestation de la région Rifaine. Pour ce faire, le projet a adopté une *approche* « massif ». Le projet GEFRIF a permis l'obtention d'importants acquis tels que le rétablissement progressif de la confiance vis-à-vis de l'Administration forestière, la réduction de la pression sur la forêt, l'amélioration des conditions de vie des populations et l'évolution des pratiques institutionnelles.

+ Projet de développement rural participatif dans le Moyen Atlas central (Projet Khénifra)

Ce projet, qui s'inscrit dans le prolongement du projet Oued Srou (1987-2000), concerne 12 communes rurales, couvrant une superficie totale de 235.000 ha et une population d'environ 100.000 habitants répartie à travers 15.000 ménages et 282 douars. Afin de réaliser ses objectifs, le projet s'est basé sur une approche territoriale et participative. L'approche participative se déroule selon la séquence suivante :

Phase préparatoire 1-Prise de décision d'élaboration d'un PDD 2-Concertation entre acteurs sur les modalités d'élaboration du PDD 3-Elaboration d'un plan d'action 4-Choix de l'équipe d'animateurs, animatrices 5-Formation, mise à niveau des équipes d'animation

Phase diagnostic participatif 1-Lecture, analyse du finage douar 2-Restitution, échange, rajustement et validation du diagnostic

Phase planification 1-Définition des objectifs stratégiques 2-Elaboration d'un plan d'action prioritaire 3-Elaboration du PDD 4-Validation du PDD 5-Programmation (triennale, quinquennale).

Phase mise en œuvre et suivi-évaluation 1-Programmation annuelle et budgétisation 2-Mise en œuvre du programme annuel 3-Suivi-évaluation 4-Reprogrammation.

3.2.3- L'approche participative dans l'aire de l'étude

Dans l'aire de l'étude, l'approche participative a été conçue et menée, dans un premier temps, dans le cadre du projet d'aménagement et de protection des massifs forestiers d'Ifrane (projet Ifrane). Elle a été ensuite pratiquée dans le cadre de l'élaboration des plans d'aménagement des massifs forestiers. Elle est éventuellement prolongée au niveau de l'élaboration des Plans de développement des douars (PDD) et des actions de contractualisation avec les associations sylvo-pastorales représentatives des populations.

Le coût global du projet d'aménagement et de protection des massifs forestiers d'Ifrane est de 214 millions de DH. Il concerne huit communes rurales, dont Oued Ifrane. L'objectif global du projet étant de « (...) *gérer et d'exploiter le massif forestier d'Ifrane d'une manière rationnelle et pérenne en concertation et au bénéfice de la collectivité et des usagers, tout en préservant l'environnement et la biodiversité* » (DREFLCD-MA, 2009).

L'approche participative, considérée par le projet comme objectif spécifique, s'est déroulée selon trois phases : d'abord, un diagnostic participatif associant les populations, les collectivités locales et les administrations concernées (Administration forestière, Intérieur et Agriculture) ; puis l'élaboration des plans d'aménagement et de contrats de gestion, et enfin, la réalisation des investissements.

L'approche participative est de plus en plus pratiquée à travers la contractualisation avec les associations sylvo-pastorales représentatives des populations. Dans le cadre du projet Ifrane, 6 associations sylvo-pastorales furent créées. Les responsables de certaines associations ont affirmé qu'au début, les populations étaient sceptiques à l'idée de création d'associations. Pour dissiper la méfiance des populations à l'égard des forestiers, ces derniers ont entrepris un véritable travail d'ingénierie sociale pour initier le processus et amener les riverains à adhérer à la démarche.

Conclusion

Dans un contexte où la forêt est au centre d'enjeux environnementaux, économiques, sociaux et institutionnels considérables, la mise en œuvre de l'approche participative est une tâche ardue. Pourtant, il est indéniable que d'importantes avancées ont été réalisées en matière de mise en œuvre de cette démarche. Dans l'aire de l'étude, l'approche participative a été pratiquée selon des formes diverses. Actuellement, elle se déroule à travers la contractualisation entre l'Administration forestière d'une part, et les associations sylvo pastorales et les coopératives forestières d'autre part.

L'examen du déroulement de l'approche sur terrain nous a permis de mettre en évidence les résultats suivants :

- Le processus de création des associations sylvo pastorales, initié par les forestiers, suscite de plus en plus l'intérêt et l'adhésion des populations.
- Bien que les contrats signés consacrent une vision holiste du terroir, articulant différentes dimensions (forêt, espaces pastoraux, agriculture, infrastructures, PMH, etc.), la démarche est cristallisée autour de la compensation de mise en défens.
- La convergence INDH-HCEFLCD contribue considérablement au renforcement des associations et coopératives en matière de montage et de financement des AGR
- Bien que jeunes, les associations sylvo pastorales commencent à développer des actions de réseautage.
- Il semble que les associations sylvo pastorales, de par leur caractère représentatif et les rôles qu'elles sont appelées à jouer, tendent à devenir des enjeux de pouvoir et des composantes incontournables de la vie politique locale.

Les actions que nous recommandons s'articulent autour de quatre axes :

- Agir sur la gouvernance ;
- Renforcer les structures d'encadrement et de participation de la population ;
- Réformer la législation forestière et renforcer la dimension territoriale de la politique forestière ;
- Réunir les conditions d'un développement durable des zones forestières et péri forestières.

Bibliographie

- ALLAOUI Mohamed (2004), *Forêts et développement durable dans les provinces de Chefchaouen et d'Ifrane*. Document disponible à l'adresse : www.fao.org/forestry/
- AZIKI Slimane (2005), *Note méthodologique pour l'élaboration des PDD dans le cadre du PAN*, www.scid.ma
- Banque internationale pour la reconstruction et le développement (2006), *Approches participatives au Maroc. Bilan de l'expérience et recommandations pour la mise en oeuvre de l'INDH*.
- Banque mondiale (2003), *Genre et développement économique, vers l'égalité des sexes dans les droits, les ressources et la participation*, Nouveaux horizons.

Editions Saint-Martin.

Bagar. A , Evaluation de l'approche participative dans le domaine forestier :Cas de la CR Oued Ifrane, rapport disponible à l'adresse de l'ONDH, 2013

-Benoît BERNARD (2006), *Quand des gestionnaires se mesurent, les indicateurs au centre de la gestion forestière*, L'Harmattan, 2006.

-Benoît BOUTEFOU (2009), *La forêt mise en scène : Attentes des publics et scénarios de gestion de la forêt*, L'Harmattan.

-BRL ingénierie, *Plan d'aménagement et de gestion du Parc National d'Ifrane*, mai 2007.

-El IBRAHIMI Abdelkader(1991), *Les coopératives forestières au Maroc : leur passé et leur avenir*, Mémoire pour l'obtention du diplôme du cycle supérieur de gestion ESCAE.

-Faculté des Sciences Juridiques, économiques et sociales de Casablanca et Société Marocaine pour le Droit de l'Environnement (SOMADE), *La forêt* 107

marocaine : Droit, économie, écologie. Actes des journées d'étude organisées les 15 et 16 avril 1988, Afrique-Orient, 1988.

-FAO (1995), *Approche participative, communication et gestion des ressources forestières en Afrique sahélienne : Bilan et perspectives*.

-FFEM, *Synthèse de l'évaluation finale du projet Ifrane*, avril 2010.

-K. GOLDNICK et H.MOUMADI (2004), *La lutte contre la désertification et la pauvreté pour un développement local durable*, n.d, www.scid.ma

- Bara GUEYE (2000), *Où va la participation ? Expérience de l'Afrique de l'Ouest francophone*. Le document est disponible à l'adresse : www.idrc.ca/

-Abdellah HERZENNI (2008), *Aires forestières communautaires conservées dans le Haut Atlas central, Maroc*, Rapport pour le projet « Understanding and Promoting Community Conserved Areas (CCAs) for Conservation of Biodiversity sustainable use of natural resources ». <http://cmsdata.iucn.org>

-Abderahim HOUMY (2010), « Le développement durable : du concept aux projets opérationnels », Intervention au Salon International d'Agriculture de Meknès.

-Sybilie van den HOVE (2002), *Approches participatives pour la gouvernance en matière de développement durable*, Cahier du C3ED.

-La Cour des Comptes, *Rapport annuel-2008 (2010), Tome1*, Rabat, pp.109-139.

-La DAS-Province d'Ifrane (2009), *Stratégie intégrée de gestion de crise- zone Bekrite,Agdal, Tifratine et Tassemakt*.